

Séance du 7 juillet 2022

Date de la convocation : 28 juin 2022

Nombre de Conseillers en exercice : 62

Sont présents :

Martine JOLY, Présidente ; Patricia CHAMPION, Conseillère Communautaire ; Atissar HIBOUR, Conseillère Communautaire ; Emilie ACHARD, Conseillère Déléguée ; Vincent REMOND, Conseiller Communautaire ; Fabrice COLLIGNON, Conseiller Délégué ; Alain HAUET, Vice-Président ; Bernard DELVERT, Vice-Président ; Benoît DEJAFFE, Conseiller Communautaire ; Sylvie JOLLY, Conseillère Communautaire ; Mathias RAULOT, Conseiller Communautaire ; Pierre-Etienne PICHON, Conseiller Communautaire ; Jean-Antoine LEAL, Conseiller Communautaire Suppléant ; Michel LAGABE, Conseiller Communautaire ; Benoît HACQUIN, Conseiller Communautaire ; Francis JOURON, Conseiller Communautaire ; Gérard ABBAS, Vice-Président ; Anne MOLET, Conseillère Communautaire ; Michel ROUSSELOT, Conseiller Communautaire ; Michel VIARD, Conseiller Délégué ; Patrick BERNARD, Conseiller Communautaire ; Elisabeth GUERQUIN, Vice-Présidente ; Emmanuelle SIMON, Conseillère Communautaire ; Serge NICOLAS, Conseiller Communautaire ; Lionel BEAUFORT, Conseiller Communautaire ; Anthony YUNG, Conseiller Communautaire ; Sylvain GILLET, Vice-Président ; Marc DEPRez, Vice-Président ; Luc FLEURANT, Conseiller Communautaire ; Alexandre AUBRY, Conseiller Communautaire ; Céline MAYEUR, Conseillère Déléguée ; Gérald MICHEL, Vice-Président ; Marie-France BERTRAND, Vice-Présidente ; Didier SUGG, Conseiller Communautaire ; Daniel BRIAT, Conseiller Délégué ; Jean-Paul REGNIER, Vice-Président ; Jean-Luc OBARA, Conseiller Communautaire ; Jean-Claude MIDON, Conseiller Communautaire

Sont excusés avec pouvoir de vote :

Jean-Paul LEMOINE par pouvoir à Patricia CHAMPION, Juliette BOUCHOT par pouvoir à Fabrice COLLIGNON, Marie-Josée HORNBERGER par pouvoir à Vincent REMOND, Sébastien FRANZ par pouvoir à Emilie ACHARD, Nathalie PLATINI par pouvoir à Martine JOLY, Bertrand PANCHER par pouvoir à Martine JOLY, Atika BENSAAFI par pouvoir à Benoît DEJAFFE, Séverine KUBANY par pouvoir à Pierre-Etienne PICHON, Lydéric ENCHERY par pouvoir à Emilie ACHARD, Jean-Michel GUYOT par pouvoir à Sylvain GILLET, Franck BRIEY par pouvoir à Serge NICOLAS, Michel RIEBEL par pouvoir à Bernard DELVERT

Sont excusés :

Fatima EL HAOUTI, Frédéric VERLANT, Jérôme CHARDIN, Michel FAYS, Fabrice VARINOT, Loup KNAVIE, Christophe GALOPIN, Philippe GERARD, Marie-Françoise NAVELOT-GAUDNIK, Hervé VUILLAUME, François GATINOIS, Cathie VARNIER

Secrétaire de Séance :

Pierre-Etienne PICHON



INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LA COMMUNE DE VELAINES

2022_07_07_7

Par une délibération du 4 mai 2022, le PLU de la Commune de Velaines a été approuvé.

La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse étant compétente en matière de documents d'urbanisme, elle est de facto compétente en matière de droit de préemption urbain.

En conséquence,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants et R 213-4 et suivants ;
- Vu la compétence de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse en matière de « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;
- Vu la délibération du 4 mai 2022 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Velaines ;
- **CONSIDERANT** les dispositions de l'article L 211-2 alinéa 2 du code de l'Urbanisme issues de l'article 149 de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite loi ALUR du 24 mars 2014 qui confère de plein droit le Droit de Préemption Urbain (DPU) à tout EPCI à fiscalité propre compétent en matière d'élaboration des documents d'urbanisme en lieu et place des communes ;
- **CONSIDERANT** les dispositions de l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme aux termes desquelles le droit de préemption peut être instauré dans tout ou partie des zones urbaines et des zones à urbaniser définies par le plan local d'urbanisme ;
- **CONSIDERANT** l'intérêt pour la Communauté d'Agglomération d'instaurer le droit de préemption urbain en vue de réaliser, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objectifs définis à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement ;
- **CONSIDERANT** que les articles L 5211-9 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permettent au conseil communautaire de donner délégation à la Présidente pour exercer, ou déléguer, en tant que de besoin et en vue de réaliser une opération d'aménagement telle que définie par l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de ce droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- **CONSIDERANT** l'intérêt pour le conseil communautaire de déléguer l'exercice de ce droit de préemption à la Présidente en raison de l'existence de délai impératif et d'autoriser madame la Présidente à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation d'un bien ;

Après avoir entendu l'exposé ci-dessus,

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme de la séance privée réunie toutes commissions confondues, à l'unanimité, décide de :

Par 50 voix pour

- instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du plan local d'urbanisme de la commune de Velaines,
- déléguer à la Présidente de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse l'exercice du droit de préemption urbain sur tout le périmètre sur lequel le droit de préemption a été institué ,

Envoyé en préfecture le 13/07/2022

Reçu en préfecture le 13/07/2022

Affiché le



ID : 055-200033025-20220707-2022_07_07_7-DE

- autoriser la Présidente de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc à l'exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation d'un bien et sur la demande de la commune. Conformément aux dispositions de l'article R 151-52 du Code de l'Urbanisme, le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au plan local d'urbanisme de la commune de Velaines,

La présente délibération sera affichée en mairie de Velaines et au siège de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse pendant un mois. Mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption, ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouverte au siège de la Communauté d'Agglomération et en mairie de Velaines. Ce registre sera mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du Code de l'Urbanisme.

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE,
Maire de BAR LE DUC,

Martine JOLY

Commune de
Velaines

PLAN LOCAL D'URBANISME

Droit de Préemption Urbain

1:5 000

Vu pour être annexé à la délibération du 04/05/2022
approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Bar-le-Duc,
La Présidente,


DOSSIER
APPROUVÉ

ARRÊTÉ LE : 10/06/2021
APPROUVÉ LE : 04/05/2022
MISE A JOUR LE : 07/07/2022

Réalisé le : 28/07/2022

audicé
urbanisme

audice.com



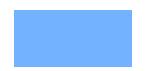
 Agence Mairie de France
100 rue de la République
54000 Nancy
03 83 31 10 00

 Agence Habitat Loire
Zone d'activités
Rue des Héritiers
54000 Nancy
03 83 31 10 00

 Agence Seine Normandie
Parc d'activités La Longue
300 rue de la République
54000 Nancy
03 83 31 10 00

 Agence Grand Est
Espace Seine-Cote
100 rue de la République
54000 Nancy
03 83 31 10 00

Légende

 Surfaces en eau

 Périmètre dans lequel s'exerce le Droit de Préemption Urbain

N



0 100 200 300 400 500 mètres